Chambre des Représentans.

SÉANCE DU 21 JANVIER 1837.

Amendement de M. le ministre des finances pour remplacer l'article 5 (nouveau) du projet portant des modifications à la 6° base de la contribution personnelle.

La cotisation continuera à être établie sur la déclaration du contribuable; toutefois si, lors de l'examen des déclarations avant leur inscription au rôle, il s'élève des doutes sur leur exactitude relativement à l'usage du cheval, il en sera referé à la députation du conseil provincial, et la cotisation sera établie d'office d'après la décision qu'elle prendra sur l'avis de la commission instituée par l'art. 58 de la loi sur la contribution personnelle, et dont chaque fraction avisera séparement lorsqu'il y aura partage égal de voix. La commission joindra à son avis les observations contradictoires qui, sur son invitation, devront lui être fournies dans le délai de huit jours, par le contribuable intéressé.

L'avis de la commission, avec les pièces y relatives, sera présenté à la députation permanente par l'intermédiaire du directeur des contributions directes, cadastre, douanes et accises.

La cotisation d'office operée par suite de la décision de la députation permanente est obstative à tout recours judiciaire.

Amendement de M. Verdussen.

J'ai l'honneur de proposer de rediger le commencement de l'art. let de la manière suivante :

Par modification de l'art. 42 de la loi sur la contribution personnelle du 22 juin 1822 (Journal officiel, n° 15), il ne sera payé en principal que 15 francs, etc.